

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1462

Artikel: École vaudoise : la guerre scolaire de cent ans
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1010400>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La guerre scolaire de cent ans

Plutôt que de laisser calmement la réforme EVM se mettre en place et la soumettre ensuite à un examen critique, les libéraux vaudois demandent immédiatement le retour aux notes – c'est que pour eux le temps (électoral) presse.

C'ÉDER À L'HABITUDE est pour beaucoup confortant et confortable. La pulsion de répétition crée une identité. Exister, c'est ressasser. Ainsi de la droite vaudoise et de l'école. Les libéraux vaudois lancent une initiative populaire pour le retour exclusif aux notes comme moyen d'évaluation, cela dès le second cycle primaire. Et les promotions seront fondées sur les notes obtenues. Ils n'ont pas lésiné sur les moyens. Un tous ménages a porté l'argumentation dans chaque foyer. Car on peut être convaincu et électoralement intéressé. Nouvel épisode de la guerre de cent ans scolaire. C'est une particularité vaudoise, un idiotisme. Les autres cantons romands, qui ont résolu de manière tranquille l'évaluation et sa codification, s'étonnent et s'interrogent sur le sens de la coordination romande vue par les Vaudois. Et les radicaux, qui ont fait liste commune avec les libéraux aux dernières élections, sous le signe de l'Entente (sic) – mais qui s'en souvient – tentent d'organiser un contre-feu tactique au lieu de dire clairement ce qui, en fonction de leurs convictions, est acceptable ou inacceptable.

Au nom du bon sens

L'heure, paraît-il, est à la gestion par objectifs, aux contrats de prestations, aux outils de contrôle. Ces principes devraient s'appliquer à l'école. Le corps politique définit sa mission, dégage les ressources nécessaires et se donne les moyens d'évaluer l'exécution. Mais est-ce aux députés ou aux citoyens de dire à partir de quel âge toute (oui, toute) évaluation devra être notée? Après le new management, le niolu management!

D'autre part, EVM est en cours d'application. Le bon sens toujours voudrait que cette réforme puisse aller jusqu'au bout avec des dotations financières correctes et dans un climat à la fois apaisé et vigilant. D'autant plus que cette réforme, qui fut déjà un compromis, est très modeste dans son ambition en comparaison intercantonale et internationale. Le bon sens politique serait donc de mener à bien ce qui a été décidé par le peuple, puis ensuite de juger et d'améliorer. Il ne

s'agit pas donc d'exclure la critique; il est normal que l'école soit un enjeu qui engage des convictions; elle n'est pas l'affaire des seuls pédagogues. En revanche, en cours d'étape, elle a besoin de tranquillité pour travailler. En ce sens il faut dépolitiser l'école.

La note

La discussion sur la note comme mode d'évaluation est largement répertoriée. On pourrait citer toute une littérature de référence. Rappelons simplement ici que c'est un code qui a ses avantages et inconvénients. Rien n'interdit d'y recourir, l'école le fait notamment dans les degrés supérieurs et dans la scolarité post-obligatoire. Son usage exclusif en revanche a un double inconvénient. D'abord, il crée un faux sentiment d'objectivité. C'est de toute façon le maître qui juge, ou qui choisit l'échelle, ou qui décide comment il calcule la moyenne. Qu'importe, diront les défenseurs de la note, s'il applique la même règle à tous, c'est-à-dire à toute la classe, faisant apparaître par comparaison les meilleurs et les moins bons. La logique de la note finalement, c'est d'établir une courbe de Gauss: 15% de très bons, 15% de très mauvais, et 2/3 se répartissant entre ces deux extrêmes. C'est inévitablement à cela qu'aboutit l'emploi exclusif de la note, et c'est de cela qu'il s'agit pour les libéraux, leur argumentaire ne le cache pas. On y lit «La rigueur de la note [réd.: elle n'est pas rigoureuse] prépare à la vie d'adulte» [réd.: l'école n'a pas à être le reflet du monde des adultes, l'enfant n'étant pas un petit adulte]. Derrière ce discours sur l'école apparaît clairement une vision du monde où les réussites sociales ne seraient que la méritée récompense de ceux qui en jouissent. D'où cet argument: «Banaliser un succès ou dissimuler un échec trompe l'enfant sur les réalités du monde qui l'entoure». Ne pas dissimuler, veut-il dire organiser l'échec? C'est quoi «les réalités du monde»? Est-ce le fait qu'il y a des nantis et des mal lotis et que plus vite les mal lotis accepteront d'être à leur place, leur «juste place», mieux ça vaudra? L'initiative libérale véhicule une stricte idéologie libérale. Comme telle, elle mérite d'être combattue frontalement.

ag